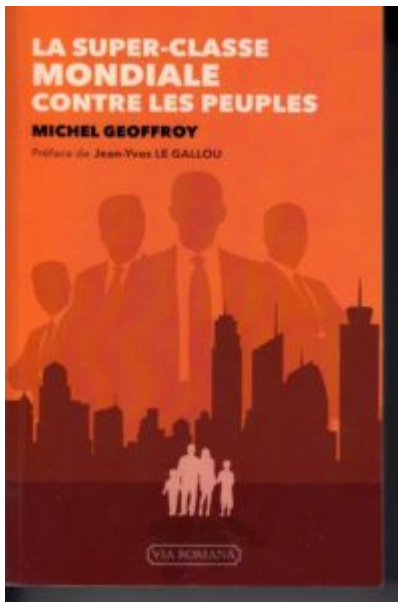


Forum de la dissidence : le grand rendez-vous réussi

La cinquième édition du **Forum de la Dissidence**, organisé à Paris, samedi 23 novembre 2019 par Polémia, fut un succès. Rassembler plusieurs centaines de personnes un samedi après-midi n'est pas une mince affaire. Quelques sympathisants de Riposte Laïque étaient au rendez-vous. Le thème retenu cette année était : « la dictature Macron : les voies de la résistance. Il serait un peu fastidieux de faire ici un compte rendu exhaustif du colloque mais nos lecteurs pourront retrouver l'essentiel des interventions sur le site de Polémia. La première partie consistait à établir un état des lieux détaillé et la seconde à décliner les grands axes de la résistance.

Michel Geoffroy ouvre le feu en expliquant qu'une société multiculturelle ne peut rester démocratique. Puis il évoque tour à tour le retournement des institutions contre le peuple, la disparition des contre-pouvoirs et l'accélération de la censure avec Macron, notamment par des mesures législatives (loi contre les *fake news*, loi anti-casseurs, le règlement de l'Assemblée qui limite le temps de parole de l'opposition, puis la future loi Avia). Enfin, et ce thème sera récurrent tout au long du colloque, la privatisation de la répression sur internet : l'obligation donnée aux acteurs privés de censurer les sites incorrects, sans possibilité de recours. Il condamne les nouveaux « garde rouges » qui épient et dénoncent aux autorités tous ceux qui s'écartent du politiquement correct.



Philippe Bornet, auteur de « Demain la dictature ? » aux Presses de la Délivrance, nous explique la différence entre la dictature (au sens du droit romain) et la tyrannie. Vous l'aurez compris, il vaudrait mieux parler de tyrannie pour le cas Macron car ce dernier n'a pas « l'auctoritas » c'est-à-dire la faculté de se faire obéir, sinon par une répression policière accrue.

Jean Yves Le Gallou fait ensuite le point sur l'indice Libertex permettant de comparer la liberté d'expression dans différents pays. L'Allemagne et le Japon viennent cette année compléter le classement proposé l'an dernier. Et une nouvelle fois, la France arrive en dernière position dans ce classement, après la Russie !

Nicolas Faure de TV Libertés, nous explique en quoi la dictature des minorités est redoutable.

Puis, **Guillaume Bernard**, politologue et maître de conférence à l'Institut catholique de Vendée, commente le système dictatorial mis en place par Macron : une « gouvernance » qui s' imagine détenir les solutions techniques, a remplacé un « gouvernement » qui normalement fait des choix politiques. Nous sommes entrés dans un totalitarisme « mou » qui ne dit pas son nom ! Évoquant Annah Arendt, il met en avant le concept de «

désolation », qui se traduit par le déracinement des uns et la non-assimilation des autres.

La surveillance idéologique généralisée, la mise au pas des médias, le pouvoir accordé aux lobbies communautaristes, tout cela aboutit à un pouvoir corrompu qui s'appuie sur une fausse élite. Une nouvelle lutte des classes se met en place avec d'une part, ceux qui sont victimes de l'insécurité et de l'autre, ceux qui en profitent.

La pause m'a permis de rencontrer Fiorina Ligner, une des nombreuses victimes de la répression policière contre les Gilets jaunes, à l'occasion de la sortie de son livre « Tir à vue » (Via Romana) où elle explique comment, en quelques secondes, elle s'est retrouvée avec un œil en moins.

Vers 16 h, la reprise commence par les interventions de **Romain Espino et Clément Galant** de Génération Identitaire sur le thème « La défense des frontières est possible ». Un bel exemple de courage, tant pour l'opération en Méditerranée qui fit reculer les prétentions des ONG que pour l'opération du Col de l'Échelle, qui a humilié les autorités censées protéger les frontières.

Maître **Frédéric Pichon** intervient en sa qualité d'avocat engagé. La soumission de la justice au pouvoir politique est une réalité, surtout pour les magistrats du parquet (les procureurs). Mais pour les magistrats du siège, théoriquement indépendants, le manque de courage et l'autocensure peuvent aussi faire des ravages, même s'il existe des juges honnêtes. Plaidant de longue date, il témoigne d'un recul inquiétant de la liberté d'expression : depuis les manifestations contre la Loi Taubira, une véritable répression judiciaire s'est mise en place : intimidation, arrestations arbitraires, peines exorbitantes... Les recours sont souvent vains et, concernant les bavures policières, l'IGPN n'est là que pour classer les dossiers !



Pour lui, la meilleure défense c'est l'attaque : il faut s'attaquer aux présupposés idéologiques des magistrats. Il faut contre-attaquer et aller jusqu'au bout, citant les exemples d'Éric Zemmour et de Christian Vanneste qui ont fini par gagner leur procès parce qu'ils ont eu le courage d'aller jusqu'en cassation.

L'intervention suivante, d'**Anne-Laure Blanc**, faisait écho à celle de maître Pichon : la présidente de Solidarité pour Tous, nous explique comment son association s'efforce de procurer une aide financière aux victimes de la répression. Parmi les aidés, des personnes brisées suite à des condamnations démesurées (Anne-Sophie Leclerc, Samuel Dufour, les étudiants de l'Institut catholique d'études supérieures de la Roche-sur-Yon (l'ICES) qui avaient chahuté une manifestation LGBT) ou d'autres personnes qui s'engagent avec peu de moyens dans un bras de fer avec la justice : ainsi Fiorina qui tente de faire reconnaître la responsabilité de la police à propos du tir de Flash-Ball dont elle a été victime.



Petit moment de divertissement : la remise du prix du **Trouillard d'or** ! Il fallait y penser : il s'agissait de sélectionner l'auteur de la reculade la plus honteuse. Trois candidats en lice : le chroniqueur Pierre Ménès pour avoir parlé du racisme « anti-Blanc » pour s'en excuser ensuite, Laurent Wauquiez pour avoir annoncé son soutien financier à l'association SOS Chrétiens d'Orient puis renoncé ensuite au prétexte « qu'il ne connaissait pas le pédigrée de l'association », enfin Éric de Labarre, directeur de l'ICES pour s'être empressé de fournir à la police l'identité de ses étudiants chahuteurs tout en excluant trois élèves de son établissement. Le public déchaîné a porté son choix sur les deux derniers candidats qui ont reçu ex aequo le prix des Trouillards d'or !





Un exemple concret de résistance est présenté par **Vincent Badré**, enseignant et essayiste qui nous montre comment il est possible de combattre la propagande à l'école. Auteur de « L'histoire politisée ? Réformes et conséquences » aux éditions du Rocher, il nous parle des travaux de Dimitri Casali, de la mise sur le marché de manuels scolaires affranchis de la vision culpabilisante en vogue et conseille aux historiens quelques sites internet comme anti-mythes.blogspot.com, ou herodote.net.



En matière d'action politique, **François de Voyer** nous expose la genèse de la Convention de la Droite. Il nous raconte comment ce projet a pris naissance, comment l'espace médiatique a pu être occupé pendant trois semaines, comment la Convention a permis de repousser les limites du politiquement correct et transcender les clivages au sein de la droite. Deux mille participants, une centaine d'articles, une douzaine d'associations présentes, soixante mille tweets. Le

but était de créer une alternative au progressisme de Macron et le moins qu'on puisse dire est que ce but a été atteint.



François Bousquet, avant-dernier intervenant, nous fait une envolée lyrique sur le courage. Le directeur de la Nouvelle Librairie de la rue Médicis nous invite à nous engager sans détour, à sortir de la conspiration du silence. Être le plus explicite possible, sortir de l'ambiguïté, refuser que nos idées soient présentées comme des maladies honteuses. À la surprise de l'auditoire, il prend l'exemple des homosexuel(le)s militants qui dans les années 70 ont fait le choix de la visibilité, le choix de « sortir du placard ». Et de conclure en récitant le célèbre quatrain de Verlaine « Les vaincus ».



La note finale du Colloque arrive enfin ! Le fondateur de Polémia, Jean-Yves Le Gallou, prend la parole pour décliner en trois points les voies de la résistance à la dictature de Macron.

La résistance électorale : Macron n'est que l'incarnation d'un pouvoir oligarchique obscur. Actuellement, les médias nous ressortent le « bis » d'un duel Macron/Marine. C'est peu probable car il apparaîtra que Macron est un obstacle aux intérêts de la superclasse mondiale qui l'a mis en place. Déjà certains se positionnent en vue des élections de 2022 : Péresse, Baroin, Sarkozy ! Mais ils occupent le même périmètre idéologique.

La résistance numérique : l'âge d'or de l'internet libre n'aura duré qu'une dizaine d'années (entre 2005 et 2016). Depuis l'élection de Trump, la censure s'est accrue : Twitter a même censuré le Président américain ! Nombreuses associations comme Génération Identitaire se trouvent censurées sur Facebook. Mais il faut rester optimiste : la censure finit toujours par être contournée. Ce qui a changé la donne, c'est la concentration du système avec Google, Apple, Facebook et Amazon. Ce sont des monopoles qui servent des intérêts privés et l'idéologie californienne. Il faut les contourner, revenir à la décentralisation par le biais de paradis numériques et s'en tenir aux courriels, mailing listes et abonnements aux newsletters. Ne pas sous-estimer le fil « telegram » qui permet des échanges d'information cryptés.

La résistance activiste : ne pas hésiter à prendre des positions « difficiles » : accepter par exemple d'être sur une liste électorale, participer à une manif, nommer ses ennemis, soutenir des associations, ne jamais s'excuser, refuser la diabolisation de son voisinage. La dissidence, c'est une affaire quotidienne ! Le système ne tient aujourd'hui que par une répression accrue, mais le réveil des peuples sera plus fort que les dictatures !



Un colloque qui au-delà de l'entre-soi nous a mis du baume au cœur !

Hector Poupon